

POUR DES ORDONNANCES DE MOINS DE 2 000 DA

Le tiers payant généralisé aux titulaires de la carte Chifa

L'ensemble des titulaires de la carte Chifa pourront, avant la fin du mois, bénéficier du système du tiers payant. L'opération sera, dans un premier temps, expérimentée dans quatre wilayas avant de toucher les autres d'ici août prochain.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les malades chroniques, les retraités, les invalides et les assurés sociaux à revenus limités ne seront plus les seuls à prétendre au remboursement des médicaments via le système du tiers payant.

Les autres catégories seront désormais concernées. Ils ne payeront désormais que 20% des ordonnances prescrites par leur médecin et seront dispensés de se déplacer à la Cnas pour se faire rembourser.

Le remboursement ne concernera cependant que les ordonnances de moins de 2 000 DA et à concurrence de deux ordonnances par trimestre et par personne. Au-delà de ce seuil fixé par la Cnas, le remboursement se fera par le

biais du système actuel. Dans un premier temps, la nouvelle mesure sera expérimentée au niveau des wilayas du Grand Sud, les wilayas de Blida, de Guelma et de Sidi-Bel-Abbès.

Elle ne sera généralisée qu'à partir du 1^{er} août prochain.

En parallèle, la Cnas annonce l'élargissement du système du tiers payant à une nouvelle liste d'actes médicaux essentiels en dehors des consultations avec une revalorisation dans le cadre du dispositif du médecin traitant.

La caisse d'assurances prévoit également le conventionnement des médecins et pharmaciens biologistes exerçant au niveau d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale dans le cadre

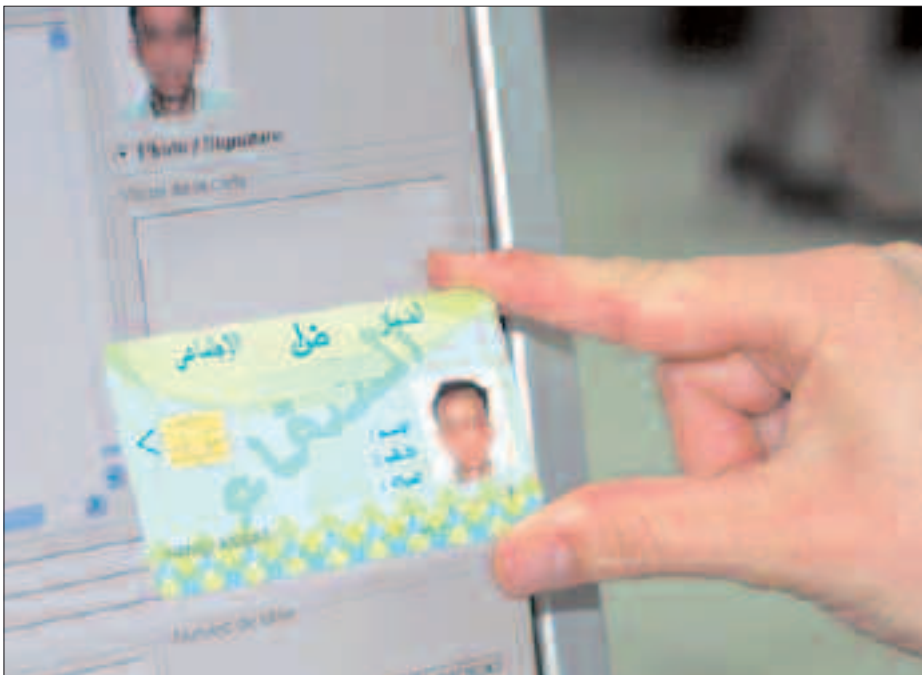


Photo : DR

du système du tiers payant. Le conventionnement concernera une liste d'actes essentiels de biologie médicale sur prescription des médecins traitants et des médecins spécialistes conventionnés. Il est également prévu, dès le 1^{er} juillet, l'introduction d'une mesure ayant pour but

l'encouragement de la production nationale de médicaments.

Les pharmaciens bénéficieront d'une majoration de 20% sur le montant de chaque ligne de médicament prescrit pour lequel ils délivrent un produit fabriqué en Algérie.

Une mesure en droite ligne de l'actuelle incitation de la promotion de la production pharmaceutique nationale, qui est actuellement constituée d'une majoration de 20% du montant de l'ordonnance remboursée accordée aux pharmaciens à la condition qu'ils réussissent à délivrer pour l'ensemble des médicaments prescrits, des médicaments fabriqués en Algérie.

N. I.

ILS ONT TENTÉ DE MARCHER VERS LA PRÉSIDENTENCE

Les étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie bastonnés

Les étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie devaient organiser, hier, une marche de l'hôpital Mustapha-Pacha vers la Présidence. Une tentative avortée suite à l'intervention musclée des forces de l'ordre.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Ils étaient des milliers d'étudiants en blouses blanches à manifester, hier, au niveau du CHU Mustapha-Pacha, à Alger.

Les chirurgiens dentistes et les pharmaciens, en grève depuis plus de deux mois, ont décidé de hausser le ton. Il était 10h et l'esplanade du CHU Mustapha-Pacha était noire de monde. Les médecins résidents ont organisé un sit-in national de protestation. Près d'une demi-heure plus tard, un autre groupe d'étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie vient en renfort. «Ould Abbès, Harraoubia, Arrada (doyen de la Faculté centrale d'Alger) dehors !», «grève illimitée !»... criaient-ils. Ils ont prévu de marcher vers la Présidence de la République.

Pour prendre les services de sécurité au dépourvu, ils ont essayé d'emprunter la sortie qui mène vers le marché Ali-Mellah.

Une tentative avortée par l'impressionnant service de sécurité. Le portail est déjà cadenassé et les étudiants empêchés de sortir. Après un moment d'affrontements, les manifestants bastonnés changent d'itinéraire. Ils courent vers le portail principal du CHU. Il est également bloqué par les forces antiémeute. Impossible de franchir le cordon de sécurité.

Les étudiants, qui réclament l'amélioration des conditions pédagogiques et le titre honorifique de docteur, refusent de reculer. Bloqués sur place,



Photo : Samir Sid

L'action en force entre les manifestants et les forces antiémeutes ont causé de nombreux blessés.

les manifestants attendaient le renfort des médecins résidents. De violents affrontements avec la police ont causé de nombreux blessés.

A 12h l'hôpital Mustapha-Pacha vit toujours au rythme de la manifestation. Toutes les issues étaient fermées. 12h30, le Collectif autonome des médecins résidents (CAMRA) vient prêter main-forte aux étudiants. Une marche commune est improvisée à l'intérieur de l'hôpital. Le collectif n'a pas décidé de sortir dans la rue, a indiqué le Dr Sahnoune, l'un des délégués.

«Nous avons expliqué aux étudiants que nous sommes avec eux et que nous les soutenons mais aujourd'hui nous ne pouvons mener des actions de force car nous sommes en négociations avec la tutelle», a-t-il justifié. Afin de mettre fin à leur grève, les médecins ont établi ce qu'ils appellent le Smig préalable à l'arrêt de la grève.

Il s'agit d'une revalorisation salariale avec effet rétroactif depuis janvier

2008, l'abrogation du service civil sur un échancier qui ne dépasse pas une année, de l'élaboration du statut du résident et du volet pédagogique.

Le ministère de la Santé a adressé, hier, un communiqué à l'ensemble des directeurs d'établissements hospitaliers les informant que la tutelle s'est engagée officiellement à répondre favorablement à ces revendications. Cette annonce n'a nullement entamé la détermination des manifestants de poursuivre la protestation.

Le Dr Illes, délégué du CAMRA, a indiqué que «le ministre de la Santé s'engage à aligner le salaire du résident à hauteur de 80 à 95% sur le salaire global net du praticien spécialiste, or, les spécialistes butent encore sur l'élaboration de leur statut particulier». «La bonne foi» d'Ould Abbès est visiblement encore une fois remise en cause. Selon le CAMRA, les engagements de la tutelle sont toujours flous.

S. A.

SUITE AU DÉPÔT D'UN PRÉAVIS DE GRÈVE

Le SNPSP reçu au ministère de la Santé

Le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) a été reçu, mardi dernier, au ministère de la Santé, en réunion de conciliation.

Une réunion programmée suite au préavis de grève déposé par le syndicat. Ce dernier entamera à partir du début de la semaine prochaine une grève ouverte conjointement avec le Syndicat des praticiens spécialistes.

Le ministère de la Santé a indiqué dans un communiqué que le projet de statut des praticiens généralistes a été remis à la direction de la Fonction publique officiellement et sa prise en charge ne dépend plus de la tutelle.

Quant au régime indemnitaire, le dossier est finalisé, signé et en voie d'être promulgué. Dans un communiqué rendu public, le SNPSP a informé qu'il a demandé qu'une copie du projet lui soit remise. Le département d'Ould Abbès a répondu qu'il ne disposait pas de la mouture signée qui est programmée pour publication incessamment.

Le syndicat estime ainsi que c'est contradictoire puisque «le jour même, des instructions écrites ont été données par le secrétaire général du ministère à tous les directeurs des établissements de santé pour diffuser, communiquer et remettre directement aux praticiens les éléments de l'augmentation de salaire induite par le nouveau régime».

Le syndicat considère qu'«à travers cette démarche, le ministère de la Santé fait délibérément dans la provocation et le pourrissement de la relation de partenariat avec le SNPSP dans un objectif clairement affiché, celui de casser cette organisation syndicale».

S. A.